



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

DEUXIÈME SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le jeudi 4 décembre 2025 – N° 25

Neuf heures quarante

Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy

Partie 1
AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Vanier-Les Rivières sur le sujet suivant : *Hommage à M. André Des Rochers, président sortant du conseil d'administration de Groupe TAQ.*
- La députée des Mille-Îles sur le sujet suivant : *Souligner le 50^e anniversaire des Loisirs St-François.*
- La députée d'Huntingdon sur le sujet suivant : *Prix Greg-Tarry pour M. Serge Lussier.*
- La députée de Mercier sur le sujet suivant : *Projet Menus travaux : déjà un an de soutien aux personnes âgées vulnérables.*
- La députée de Châteauguay sur le sujet suivant : *Au Rendez-Vous depuis 50 ans.*
- La députée de Chomedey sur le sujet suivant : *Hommage à l'honorable Lise Bacon.*
- La députée de Charlevoix–Côte-de-Beaupré sur le sujet suivant : *80 ans pour la Boulangerie Bouchard, du pâté croche aux valeurs marsouines.*
- Le député de Jean-Talon sur le sujet suivant : *Souligner le 40^e anniversaire du Service d'orientation et d'intégration des immigrants au travail.*
- La députée de Hull sur le sujet suivant : *Victoire de l'équipe des Griffons du Cégep de l'Outaouais, champions provinciaux du Bol d'Or 2025.*
- La députée de Verchères sur le sujet suivant : *Souligner le 50^e anniversaire du Cercle des fermières de Sainte-Julie.*
- Le député de Masson sur le sujet suivant : *Merci aux bénévoles des banques d'aide alimentaire.*
- Le député de René-Lévesque sur le sujet suivant : *Mme Karine Otis : au cœur du développement de la Côte-Nord.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS	a)	documents
	b)	rapports de commissions
	c)	pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

Motion du ministre du Travail proposant l'adoption du principe du projet de loi n° 3, Loi visant à améliorer la transparence, la gouvernance et le processus démocratique de diverses associations en milieu de travail.

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 1
Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec
Présenté par le ministre de la Justice et ministre responsable des Relations canadiennes le **9 octobre 2025**

 - 2) Projet de loi n° 3
Loi visant à améliorer la transparence, la gouvernance et le processus démocratique de diverses associations en milieu de travail
Présenté par le ministre du Travail le 30 octobre 2025
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 2 décembre 2025
Vote reporté le **3 décembre 2025**

 - 3) Projet de loi n° 7*
Loi visant à réduire la bureaucratie, à accroître l'efficacité de l'État et à renforcer l'imputabilité des hauts fonctionnaires
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de l'Efficacité de l'État et présidente du Conseil du trésor le 5 novembre 2025
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le **3 décembre 2025**
-
- * **Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 4) Projet de loi n° 8
Loi concernant l'entrée en vigueur de la Loi visant à considérer davantage les besoins de la population en cas de grève ou de lock-out
Présenté par le ministre du Travail le **12 novembre 2025**

- 5) Projet de loi n° 9
Loi sur le renforcement de la laïcité au Québec
Présenté par le ministre responsable de la Laïcité le **27 novembre 2025**
- 6) Projet de loi n° 10
Loi protégeant les consommateurs contre les pratiques abusives de revente de billets et de renouvellement d'abonnements en ligne
Présenté par le ministre de la Justice le **2 décembre 2025**

Étude détaillée en commission

- 7) Projet de loi n° 6
Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 25 mars 2025 et à certaines autres mesures
Présenté par le ministre des Finances le 11 novembre 2025
Principe adopté le **26 novembre 2025**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 8) Projet de loi n° 106
Loi visant principalement à instaurer la responsabilité collective et l'imputabilité des médecins quant à l'amélioration de l'accès aux services médicaux
Présenté par le ministre de la Santé le 8 mai 2025
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 30 mai 2025
Principe adopté le **3 juin 2025**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 9) Projet de loi n° 109
Loi affirmant la souveraineté culturelle du Québec et édictant la Loi sur la découvrabilité des contenus culturels francophones dans l'environnement numérique
Présenté par le ministre de la Culture et des Communications le 21 mai 2025
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 4 novembre 2025
Principe adopté le **5 novembre 2025**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

- 10)** Projet de loi n° 111
Loi modernisant la Loi sur les coopératives et modifiant d'autres dispositions
Présenté par le ministre délégué à l'Économie le 6 juin 2025
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) présenté le 13 novembre 2025
Principe adopté le **25 novembre 2025**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Prise en considération de rapports de commissions

- 11)** Projet de loi n° 108
Loi modifiant la Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles afin de moderniser son offre de services financiers et de reconnaître le domaine de la créativité numérique
Présenté par le ministre de la Culture et des Communications le 28 mai 2025
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) présenté le 13 novembre 2025
Principe adopté le 25 novembre 2025
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation déposé le **3 décembre 2025**

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 12)** Projet de loi n° 190
Loi sur la mise en place en milieu de travail de comités paritaires de transition juste vers une économie écologiquement durable
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **8 octobre 2025**
- 13)** Projet de loi n° 192
Loi visant à assurer la santé et la sécurité des élèves en classe en encadrant la qualité de l'air ambiant dans les écoles
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **7 décembre 2022**
- 14)** Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin de reconnaître le droit à un environnement sain à titre de droit fondamental
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **1^{er} février 2023**

- 15) Projet de loi n° 195
Loi limitant le recours aux services d'une agence de placement de personnel et à de la main-d'œuvre indépendante dans le secteur des services de garde éducatifs à l'enfance
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **3 décembre 2025**
- 16) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde
Présenté par la députée de Robert-Baldwin le **14 mars 2023**
- 17) Projet de loi n° 197
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **6 décembre 2022**
- 18) Projet de loi n° 198
Loi proclamant la Journée nationale de sensibilisation à l'itinérance
Présenté par la députée de D'Arcy-McGee le **9 octobre 2025**
- 19) Projet de loi n° 199
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **12 novembre 2025**
- 20) Projet de loi n° 390
Loi favorisant la prise en compte de l'égalité des sexes et de la diversité dans une perspective intersectionnelle dans le processus budgétaire
Présenté par la députée de Mercier le **21 mars 2023**
- 21) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit à la gratuité des projets pédagogiques particuliers offerts dans les écoles où est dispensé le service de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire et secondaire ainsi que de limiter la distance entre les immeubles d'une école à projet particulier
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **16 mars 2023**
- 22) Projet de loi n° 393
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général relativement à sa nomination
Présenté par la députée de Mont-Royal-Outremont le **26 novembre 2025**

- 23) Projet de loi n° 394
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille-travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **5 décembre 2023**
- 24) Projet de loi n° 396
Loi modifiant la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations afin d'y prévoir l'atteinte d'une capitalisation de 100 milliards de dollars
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **16 mars 2023**
- 25) Projet de loi n° 397
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement dispensant des services de l'éducation préscolaire, d'enseignement au primaire ou d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes
Présenté par la députée de Mercier le **27 avril 2023**
- 26) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage de recevoir des services éducatifs équivalents à ceux dispensés par l'école
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **20 avril 2023**
- 27) Projet de loi n° 399
Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec afin d'obliger la Caisse de dépôt et placement du Québec à faire des investissements ayant des impacts sociaux et environnementaux durables et à en rendre compte
Présenté par le député de Maurice-Richard le **27 avril 2023**
- 28) Projet de loi n° 490
Loi renforçant la majorité qualifiée requise pour la nomination et la destitution des personnes nommées par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Nelligan le **18 avril 2023**
- 29) Projet de loi n° 491
Loi visant à modifier la Loi sur les infrastructures publiques afin de soumettre les projets inscrits au plan québécois des infrastructures à un test climat
Présenté par le député de Taschereau le **14 septembre 2023**

- 30) Projet de loi n° 492
Loi modifiant certaines dispositions réglementaires afin de favoriser la protection des concurrents professionnels de sports de combat
Présenté par le député de Marquette le **2 décembre 2025**
- 31) Projet de loi n° 493
Loi modifiant la Loi sur l'immigration au Québec pour tenir compte des résidents temporaires aux fins de la planification de l'immigration
Présenté par le député de Nelligan le **10 mai 2023**
- 32) Projet de loi n° 494
Loi modifiant le Code civil afin de rendre sans effet les clauses d'un bail de logement qui tendent à interdire les animaux de compagnie
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **25 mai 2023**
- 33) Projet de loi n° 496
Loi visant à reconnaître l'amiral blanc en tant qu'insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d'Argenteuil le **9 juin 2023**
- 34) Projet de loi n° 591
Loi visant principalement à renforcer le contrôle de l'action gouvernementale par un député en lui reconnaissant un droit de visite des institutions administratives
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 mars 2024**
- 35) Projet de loi n° 593
Loi modifiant le Code civil afin d'interdire les évictions faites en vue de convertir un logement en hébergement touristique de courte durée
Présenté par la députée des Mille-Îles le **4 octobre 2023**
- 36) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Verdun le **1^{er} février 2024**
- 37) Projet de loi n° 693
Loi favorisant la contribution active à la société des prestataires du Programme de solidarité sociale
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **22 février 2024**

- 38) Projet de loi n° 694
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de lutter plus efficacement contre l'alcool au volant
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2024**
- 39) Projet de loi n° 695
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Nelligan le **14 mars 2024**
- 40) Projet de loi n° 697
Loi visant à lutter contre le gaspillage
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **23 avril 2024**
- 41) Projet de loi n° 699
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin d'y consacrer le droit à un logement décent
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2024**
- 42) Projet de loi n° 790
Loi visant à étendre aux usagers hébergés dans une résidence à assistance continue l'application du Règlement concernant les modalités d'utilisation de mécanismes de surveillance par un usager hébergé dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre d'hébergement et de soins de longue durée
Présenté par la députée de D'Arcy-McGee le **22 mai 2024**
- 43) Projet de loi n° 792
Loi visant à accroître la présence du drapeau du Québec
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **30 mai 2024**
- 44) Projet de loi n° 793
Loi sur le processus de publication des documents issus de l'enquête menée par Bernard Grenier au sujet des activités d'Option Canada à l'occasion du référendum tenu au Québec en octobre 1995
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **27 novembre 2024**
- 45) Projet de loi n° 794
Loi déclarant l'engagement du Québec d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050
Présenté par la députée de Verdun le **7 novembre 2024**

- 46) Projet de loi n° 893
Loi sur le maintien de l'autonomie des personnes âgées
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **3 décembre 2024**
- 47) Projet de loi n° 894
Loi visant à étendre l'admissibilité au régime d'assurance maladie et au régime général d'assurance médicaments à toutes les femmes ou à toutes les personnes enceintes vivant au Québec sans égard à leur statut migratoire
Présenté par le député de Saint-Henri–Sainte-Anne le **4 décembre 2024**
- 48) Projet de loi n° 895
Loi établissant un réseau scolaire commun afin de garantir l'égalité des chances
Présenté par la députée de Mercier le **19 février 2025**
- 49) Projet de loi n° 896
Loi visant à indemniser les municipalités locales lors de la cession de terrains destinés à la construction ou à l'agrandissement d'écoles
Présenté par la députée de Sherbrooke le **13 février 2025**
- 50) Projet de loi n° 897
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de prévoir la délivrance obligatoire d'un avis de paiement au propriétaire d'un véhicule routier immatriculé ou au titulaire de certains permis
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2025**
- 51) Projet de loi n° 898
Loi visant à renforcer l'encadrement des augmentations de loyer d'un bail de logement
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **3 avril 2025**
- 52) Projet de loi n° 899
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin d'obliger la Société de l'assurance automobile du Québec à conclure des ententes avec des ministères ou organismes en vue de l'application de certaines lois
Présenté par le député de Nelligan le **3 avril 2025**
- 53) Projet de loi n° 990
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin d'encadrer l'exercice du télétravail
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **1^{er} mai 2025**

- 54)** Projet de loi n° 991
Loi sur la procédure de sélection et de nomination des décideurs administratifs indépendants et de renouvellement de leur mandat
Présenté par le député de l'Acadie le **27 mai 2025**
- 55)** Projet de loi n° 992
Loi visant à créer un comité chargé de formuler des recommandations sur les critères de fixation ou de réajustement de loyer
Présenté par la députée des Mille-Îles le **24 avril 2025**
- 56)** Projet de loi n° 993
Loi modifiant le Code du travail afin d'assurer des pratiques syndicales transparentes et démocratiques
Présenté par le député de Saint-Jérôme le **30 avril 2025**
- 57)** Projet de loi n° 994
Loi favorisant la santé sexuelle et reproductive par un accès amélioré à la contraception
Présenté par la députée de Mercier le **7 mai 2025**
- 58)** Projet de loi n° 995
Loi visant à établir un cadre de surveillance et de régulation des polluants éternels
Présenté par la députée des Mille-Îles le **22 mai 2025**

Étude détaillée en commission

- 59)** Projet de loi n° 194
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le 26 avril 2023
Principe adopté le **9 juin 2023**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

- 60)** Projet de loi n° 201
Loi concernant le Monastère des Ursulines de Québec
Présenté par le député de Taschereau le **13 novembre 2025**

Consultation et étude détaillée en commission

- 61)** Projet de loi n° 200
Loi concernant Le Country Club de Montréal
Présenté par la députée de Laporte le **13 novembre 2025**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 62)** Projet de loi n° 202
Loi concernant le regroupement de Mutuelle Beneva et de La Compagnie
mutuelle d'assurance Gore
Présenté par la députée de Charlevoix–Côte-de-Beaupré le **13 novembre
2025**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

- 63)** Débat sur le rapport de la Commission de la représentation électorale sur la
délimitation des circonscriptions électorales du Québec déposé le
2 décembre 2025 (RLRQ, c. E-3.3, a. 28).

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandats réglementaires

- Audition du ministère de l'Éducation du Québec, du Centre de services scolaire de l'Énergie, du Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois, du Centre de services scolaire du Fer, de la Commission scolaire Central Québec et de la Commission scolaire New Frontiers sur le chapitre 4 du rapport de novembre 2024 du Vérificateur général intitulé « Réussite éducative des élèves autochtones ».
- Audition du Centre d'acquisitions gouvernementales sur le chapitre 2 du rapport de novembre 2024 du Vérificateur général intitulé « Acquisitions regroupées gouvernementales ».
- Audition du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs et du ministère des Transports et de la Mobilité durable sur le chapitre 4 du rapport d'avril 2024 de la commissaire au développement durable intitulé « Fonds d'électrification et de changements climatiques ».

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 109**, Loi affirmant la souveraineté culturelle du Québec et édictant la Loi sur la découvrabilité des contenus culturels francophones dans l'environnement numérique (mandat confié le 5 novembre 2025).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 6**, Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 25 mars 2025 et à certaines autres mesures (mandat confié le 26 novembre 2025).
- **Projet de loi n° 111**, Loi modernisant la Loi sur les coopératives et modifiant d'autres dispositions (mandat confié le 25 novembre 2025).
- **Projet de loi n° 200**, Loi concernant Le Country Club de Montréal (mandat confié le 13 novembre 2025).
- **Projet de loi n° 202**, Loi concernant le regroupement de Mutuelle Beneva et de La Compagnie mutuelle d'assurance Gore (mandat confié le 13 novembre 2025).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandats de l'Assemblée

Consultation générale :

- **Projet de loi n° 1**, Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec (mandat confié le 22 octobre 2025).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 106**, Loi visant principalement à instaurer la responsabilité collective et l'imputabilité des médecins quant à l'amélioration de l'accès aux services médicaux (mandat confié le 1^{er} octobre 2025).
- **Projet de loi n° 194**, Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès (mandat confié le 1^{er} octobre 2025).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandats de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Document intitulé *Consultation sur la cible de réduction des émissions de gaz à effet de serre du Québec* (mandat confié le 25 novembre 2025).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les questions déjà inscrites paraissent
au Feuilleton du mercredi*

87) M. Nadeau-Dubois (Gouin) – **4 décembre 2025**

À la ministre de l'Éducation

Le 7 mars 2025, l'accord asymétrique sur le Programme national d'alimentation scolaire avec le gouvernement fédéral a été signé par le ministre de l'Éducation et le ministre responsable des Relations canadiennes. Cet accord officialisait l'allocation de 65,2 M\$ sur 3 ans de la part du gouvernement fédéral pour améliorer et élargir les programmes et services d'alimentation scolaire. Il est indiqué dans l'accord que les sommes seront transférées au gouvernement du Québec de la manière suivante :

- Pour l'exercice financier débutant le 1^{er} avril 2024 : 11 556 042 \$, à recevoir en un versement au plus tard le 7 avril 2025.
- Pour l'exercice financier débutant le 1^{er} avril 2025 : 26 825 205 \$, à recevoir en deux versements, respectivement au plus tard le 31 mai 2025 et le 15 novembre 2025.
- Pour l'exercice financier débutant le 1^{er} avril 2026 : 26 825 205 \$, à recevoir en deux versements, respectivement au plus tard le 31 mai 2026 et le 15 novembre 2026.

Selon cet échéancier, nous pouvons conclure que le gouvernement du Québec a reçu les trois premiers versements, soit un total de 38 381 247 \$.

Le 25 novembre, le ministère de l'Éducation du Québec indiquait à une journaliste de *La Presse* que, pour l'année scolaire 2025-2026, l'aide alimentaire pour les élèves « a été bonifiée de 16 millions » en vertu de l'accord asymétrique avec le gouvernement fédéral, une affirmation que la ministre a réitéré lors d'une communication sur le réseau social X le 26 novembre en avant-midi (« il s'agit d'une entente sur 3 ans. 16 M\$ sont déjà disponibles et d'autres sommes suivront »).

Or, lors de la période de questions et de réponses orales du 26 novembre dernier, la ministre affirmait plutôt que « cette année la tranche de versement du fédéral a servi entre autres à bonifier de 30 millions l'aide alimentaire ».

Ma question pour la ministre est la suivante :

- 1) Le ministère de l'Éducation a-t-il reçu les sommes attribuées par l'accord pour les deux premiers exercices financiers, totalisant près de 38,4 M\$? Si non, combien d'argent a-t-il reçu du gouvernement fédéral à ce jour?
- 2) Comment les sommes reçues ont-elles été dépensées? La ministre peut-elle détailler dans quels programmes, existants ou à venir, ces sommes ont été allouées jusqu'à maintenant?

88) Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) – **4 décembre 2025**
Au ministre de la Langue française

À la suite des modifications apportées à la Politique linguistique de l'État découlant de l'adoption du décret 1142-2025 interdisant notamment l'usage de pronoms non binaires, j'ai demandé à rencontrer le ministre. Lors de la rencontre en date du 4 novembre dernier, j'ai fait savoir au ministre non seulement mon mécontentement face à cette modification, mais les impacts dommageables d'une interprétation stricte de celle-ci, ainsi que le bafouage de droits qu'implique la pratique de mégenrage, sans compter les impacts sur la personne concernée. En effet, le Tribunal canadien des droits de la personne reconnaît la notion de mégenrage comme une « source de stress important qui engendre humiliation, stigmatisation, détresse psychologique et déshumanisation » (Bilac c. Abbey, Currie et NC Tractor Services Inc., 2023 TCDP 43).

Au cœur du mégenrage, terme d'ailleurs officiellement reconnu par l'Office québécois de la langue française, se trouve l'enjeu du droit à l'autodétermination du genre. Pourtant, notre Code civil au Québec reconnaît juridiquement le droit à l'autodétermination de genre avec l'article 71 qui vient préciser que toute personne peut changer son assignation de genre qu'elle ait suivi ou non un traitement médical ou chirurgical, mais aussi avec les articles 55 et 68 prévoyant que toute personne a droit au respect de son nom préservant par ailleurs ses droits lorsqu'elle le change. Qui plus est, le droit québécois offre une protection juridique contre la discrimination fondée sur l'expression de genre et l'identité de genre. Cela est vrai eu égard à l'article 10 de la Charte des droits et libertés de la personne qui assurent à tous et toutes le droit à la reconnaissance et à l'exercice en pleine égalité des droits et libertés sans distinction ni exclusion basée sur l'expression et l'identité de genre de l'individu, mais aussi de la jurisprudence qui reconnaît la discrimination basée sur l'expression et l'identité de genre comme une atteinte aux droits fondamentaux, dont le droit à la sauvegarde de sa dignité (Kin c. McNicoll, 2021 QCTDP 34). La jurisprudence québécoise reconnaît tout autant les conséquences physiques et

psychologiques (R. c. Lévesque, 2022 QCCQ 12793). Ces effets préjudiciables ont mené la Cour à conclure que le fait de désigner une personne autrement que par le prénom, les pronoms, et les accords qu'elle a choisis peut créer un climat d'oppression pour la personne concernée (R. c. Lévesque, 2022 QCCQ 12793). Notons enfin que le mégenrage peut donner lieu à des sanctions déontologiques et c'est sans compter plusieurs autres atteintes aux droits documentés autant par la jurisprudence québécoise que canadienne (Ordre professionnel des médecins c. Brière, 2024 QCCDMD 1).

Pour donner suite à la rencontre avec le ministre, on me précise que les modifications apportées à la Politique linguistique de l'État ne changent en aucun cas le droit aux personnes non binaires d'utiliser le marqueur X dans les divers documents gouvernementaux et que la politique ne vient pas encadrer la signature des employés de l'État, on me rapporte pourtant déjà une application restrictive de la modification au niveau municipal, un employé se retrouvant dans l'obligation de retirer son pronom de sa signature. Heureusement, on me dit qu'un guide sera mis en place pour aider l'administration à appliquer la nouvelle politique linguistique et que les ministères de la Santé, de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur approuveront bientôt des outils semblables qui s'appliqueront dans leur réseau.

Mes questions au ministre de la Langue française :

- Le ministre peut-il, en toute transparence et cohérence avec les propos et engagements qu'il me tient en privé, inscrire l'engagement dans son guide à venir à l'effet que « les modifications apportées à la Politique linguistique de l'État ne changent en aucun cas le droit aux personnes non binaires d'utiliser le marqueur X dans les divers documents gouvernementaux et que la politique ne vient pas encadrer la signature des employés de l'État »?
- Le ministre peut-il me faire savoir quel est l'échéancier pour le plan de communication et de formation entourant le guide à venir?
- Le ministre peut-il me transmettre le guide et le plan de communication et de formation de ce guide dès qu'ils seront prêts?

J'insiste à l'effet que la situation est urgente et doit dépasser des engagements à huis clos, appelant à prendre assise sur des politiques en tout respect du droit québécois et ce, le plus rapidement possible.

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 3 décembre 2025
Loi modifiant diverses dispositions principalement aux fins d'allègement du fardeau réglementaire et administratif – *ministre délégué à l'Économie et aux Petites et Moyennes Entreprises*

Projets de loi publics au nom des députés

- b) 3 décembre 2025
Loi modifiant la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives concernant les droits consentis sur un véhicule – *député de Nelligan*

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Loi visant à renforcer l'intégrité du vote dans le cadre des campagnes à la direction d'un parti politique et des courses à l'investiture – *ministre responsable des Institutions démocratiques*
- bb) Loi visant à octroyer certains pouvoirs temporaires à la Ville de Rivière-du-Loup – *député de Matane-Matapédia*